

Sommaire pour la direction

La fin de la Guerre froide et l'intensification de la concurrence économique entre alliés et entre régions ont conféré une importance beaucoup plus considérable à la définition des intérêts économiques nationaux du Canada. Ces intérêts se transforment au gré des innovations technologiques au Canada et à l'étranger. C'est de l'adoption des nouvelles techniques par les entreprises et de leur adaptation à ces techniques que dépendent le maintien ou l'amélioration du niveau de vie relatif des Canadiens, de leur sécurité économique et de leur compétitivité.

L'objet du présent document est non seulement d'élargir le débat habituel au-delà des enjeux classiques comme le soutien de l'État à la R-D commerciale et à la collecte d'information technologique à l'étranger, mais aussi de formuler des recommandations pertinentes sur la politique commerciale du Canada relativement à la technologie de pointe. Dans cette optique, le document propose une vue d'ensemble des interactions entre les questions juridiques, économiques et commerciales qui influent sur les marchés de la technologie de pointe, en tenant compte plus particulièrement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'OMC, et il montre comment les États-Unis et l'Union européenne ont réussi à élaborer et à intégrer leurs cadres de politique non commerciale de manière à servir leurs intérêts commerciaux.

Plus de 85 p. 100 des exportations de technologie de pointe du Canada sont destinées aux États-Unis et à l'Union européenne. Par conséquent, le premier objectif du document est de revoir, dans une optique technologique, les politiques et les pratiques dans plusieurs domaines clés, tant aux États-Unis que dans l'Union européenne, qui ont des répercussions sur le développement de la technologie de pointe. C'est ainsi que le document portera sur trois questions fondamentales :

1. Quelle est l'interaction entre les politiques visant les secteurs de technologie de pointe aux États-Unis et dans l'Union européenne et la politique commerciale?
2. Étant donné ces interactions et l'évolution récente en matière de technologie et de politique, quelles sont certaines des sources de différends possibles?
3. Quels sont les « intérêts » du Canada dans ce débat?

Bien qu'une économie intérieure dynamique soit indispensable si on veut que le Canada demeure concurrentiel sur le plan technologique, l'étude des politiques intérieures favorables à la croissance et à l'innovation dépasse la portée du document.